

Le jeudi 26 mars 2009, ont débuté à Paris, les «grand messes», dans la grande salle de la Mutualité, spécialement louée pour l'occasion.

Cette opération fait suite à la diffusion massive des plaquettes intitulées «La direction générale des Finances publiques», à tous les agents de France et de Navarre !

Tout ceci dans quel but ? Accréditer l'efficacité de la fusion DGI/DGCP : autrement dit, celle de la volonté du chef, N. Sarkozy.

Le dogme néolibéral, appliqué à la sauce DGFIP

Tout ceci pourrait prêter à sourire, si le fond n'était pas aussi grave. En effet, la gouvernance néolibérale mise en place au travers de cette réforme, est exemplaire par son dogmatisme.

Elle consiste à appeler efficacité, du Service Public, l'aptitude à obtenir certains rendements, indépendamment de leurs implications réelles en termes économiques ou sociaux. Surtout sociaux !

La gouvernance néolibérale se préoccupe avant tout, d'augmenter la valeur actionnariale de «l'entreprise» : la fusion des services, opère sur la confiance qu'inspirent les rendements exhibés par les économies budgétaires réalisées, les services offerts, et le management.

Nous assistons ainsi à un autoritarisme croissant des relations hiérarchiques : tout fonctionnant au crédit, toute critique est un outrage potentiel, dans la mesure où elle risque de discréditer les décideurs, d'où le besoin impérieux de communiquer...

Démonstration

Le dogme, socle de cette réforme : des suppressions massives d'emplois, coûte que coûte !

Les outils pour y parvenir : la fusion des services de l'ex-DGI et de l'ex-DGCP.

Un prétexte : l'intérêt que pourrait y trouver l'usager.

Or, pour que cette réforme marche, il faut que les principaux acteurs - les «agents de base» - adhèrent et coopèrent. Pour ce faire, le ministre, M WOERTH, et le directeur général de la DGFIP, M PARINI, utilisent tous les vecteurs possibles et imaginables de communication, ou plutôt devrait-on dire, de propagande : site internet dédié, forums de discussion, dialogue social, luxueuses plaquettes publicitaires vantant les mérites de la DGFIP et, réunions de lavage de cerveaux, à échelle nationale !

Jeudi 26 mars 2009, les deux premières réunions ont eu lieu, avec tout l'aréopage parisien, du Receveur Général des Finances aux DSF. Film, diaporama, commentaires laudatifs, et café/croissant pour l'ambiance cosy.

Malheureusement, les agents présents ne doivent pas boire assez de Coca-Cola, car leur cerveau n'est pas disponible : ils n'ont été ni dupes, ni encore moins soumis. Questions pertinentes sur de nombreux sujets tels les conditions de travail qui se dégradent, les salaires qui ne sont pas à la hauteur des efforts quotidiens, l'empilement des tâches incessant, etc.

Les réponses ont été au mieux embarrassées, au pire évasives. En tout cas, sans rapport avec les réalités concrètes des conditions de vie au travail des agents de la DGFIP, qui ont copieusement hué les mandarins de l'Administration, entrecoupé de rires sarcastiques.

Plus que jamais, les revendications nationales portées par l'Union SNUI-SUD Trésor restent d'actualité :

Rémunérations : doublement de l'IMT ; +240 Euros d'ACF ; harmonisation immédiate vers le haut des régimes indemnitaires pour tous ; refus de la modulation des primes .

Carrières : 3 000 transformations de C en B et 1 000 de B en A en 7ans ; accès facilité au grade de CP ; création d'un CIS de B en A et revalorisation du 12^{ème} échelon de A ; promotions de fin de carrière ; promotions à l'échelle 6 des cadres C.

Gestion : refus de la mobilité subie ; maintien des filières de gestion et des statuts particuliers ; choix individuel du module ARTT ; pérennisation et extension des jours comptables ; refus de l'expérimentation de la nouvelle notation

Conditions de travail : meilleure prise en compte des conditions de travail ; refus du management par les indicateurs qui ne prend pas en compte le travail réel.

Missions : autonomie du contrôle fiscal et séparation ordonnateur-comptable

Le prochain rendez-vous national est fixé au 1^{er} mai avec un appel intersyndical interprofessionnel. En attendant, toutes les occasions sont bonnes pour exprimer le mécontentement général des agents. Nous ne pouvons pas laisser croire au ministre que la satisfaction générale soit aujourd'hui à l'ordre du jour. D'ici là, l'Union SNUI/SUD Trésor vous appelle à une mobilisation permanente par tous les moyens d'action possibles et imaginables !